

Eurocity : l'archétype de l'imposture mégapolitaine

Le texte qui suit est un plaidoyer contre la métropolisation économique, dont Eurocity, avec le cluster de Saclay, est un exemple caricatural, aux antipodes des villes en transition et du développement durable.

Introduction

A la fin du siècle précédent l'aménagement du territoire consistait à opérer de rééquilibrages : politiques des villes moyennes en réseau, villes nouvelles pour soulager la pression métropolitaine, déconcentration administrative.

Aujourd'hui, sous l'influence de l'économie présentielle, à la suite de l'Assemblée Nationale il y a une quinzaine d'années, les enseignants, et donc les techniciens, et donc les politiques, ne jurent que par l'Île de France, locomotive de la croissance, dont les bienfaits seront répartis sur les territoires (façades maritimes Sud-Est) pouvant accaparer les richesses créées, via le tourisme, les fonctionnaires, les retraités...

En outre les conseillers régionaux écologistes, sous l'influence des socialistes, se sont ralliés en 2008 aux théories de la densification des agglomérations centrales, puis plus tard au Grand Paris, ignorant que les fronts de terre qu'ils espéraient instaurer seraient impuissants contre la pression foncière, et renonçant à l'alternative que constitue, pour lutter contre l'étalement, le renforcement des bassins de vie franciliens, parti recommandé dès 2006 par la direction régionale de l'équipement, et repris depuis, en vain, par plusieurs équipes de l'atelier international du Grand Paris (AIGP).

Du coup chercheurs et journalistes, sur des supports différents, s'inquiètent régulièrement du déficit de démocratie dans la réalisation de projets urbains en zone agricole ou verte à la limite du Grand-Paris : Plateau de Saclay, Triangle de Gonesse... sans pour autant en tirer la conséquence que si la participation soit aussi illusoire c'est parce que les choix d'aménagement sont surdéterminés par le modèle de développement sus-évoqué, qui est en fait un modèle économique, celui des économies d'agglomération.

Les « dés-économies » liées à la métropolisation

L'évolution des villes amène à penser, intuitivement, qu'au-delà de dix millions d'habitants une agglomération n'agglomère plus mais désagrège. Il s'agit d'un ordre de grandeur, et la mégapole francilienne demeure bien raisonnable, 23ème derrière les mégapoles des pays en développement qui, face au libéralisme, n'ont pas bénéficié d'une tradition planificatrice.

En général à chaque doublement de population, les habitants sont en moyenne 15 % plus riches, 15 % plus productifs, 15 % plus innovants et ont 15 % de "chance supplémentaire" d'être victimes de crimes, et ce, quelle que soit la ville, son histoire, sa géographie. Les mécanismes de l'entre-soi jouent en effet à fond, et les chômeurs des dites zones cumulent comme handicaps manque de formation et provenance de quartiers ravagés par les bandes et la drogue. L'adaptation à cette croissance par les transports est un combat en retard, de plus en plus coûteux et vain. L'économiste qui a relancé en France le concept d'économie présentielle admet d'ailleurs lui-même que l'ÎdF est faite pour les jeunes actifs, pas pour vivre.

Parmi les rares personnes s'autorisant à une quantification une éco-géographe avance le chiffre de trois millions d'habitants (Francfort, ville « humaine »). On constate d'ailleurs une unanimité des citoyens, lorsqu'ils sont consultés (mais pas écoutés) pour des villes à taille humaine, les deux-tiers des franciliens rêvant de quitter Paris, un dixième y parvenant. C'est que si les économistes calculent l'intérêt des économies d'agglomération, ils n'intéressent que rarement à ses déséconomies, et ignorent comment chiffrer les préférences collectives pour les villes à taille humaine.

Le fétichisme économique métropolitain

Si l'on pouvait jusqu'ici regretter ce déséquilibre dans l'inspiration des politiques d'aménagement, on peut aujourd'hui aller plus loin en remettant en cause la validité scientifique des économies d'agglomération. **Des études récentes montrent en effet, calculs à l'appui, qu'il faut désormais arrêter de bâtir des politiques sur des intuitions économiques qui ne sont jamais démontrées. Les thèses sur la surproductivité de l'Île-de-France ou des métropoles sont remises en question. Avis aux politiques : il peut même y avoir des ratés majeurs.**

La caricature du Grand Paris

La croissance francilienne produit des inégalités toujours plus fortes en termes de revenu, de chômage, de santé, d'éducation, de formation, d'environnement, mais surtout, surtout, en termes de cumul territorial de ces inégalités sur ce qu'il est convenu d'appeler des « zones urbaines sensibles ». Aujourd'hui l'État rajoute des opérations d'intérêt national, un super-métro... Un quotidien parisien en déduit qu'en matière de transports « le pire est à venir. Une population croissante (160.000 habitants en plus par an jusqu'en 2030) sera exposée aux risques de crue centenaire (deux millions de « réfugiés », cinq ans pour remettre les infrastructures en état...) à condition qu'un épisode caniculaire n'aggrave pas la situation.

L'alternative des villes en archipels

Des chercheurs ont mis en évidence, pour faire face au dilemme densités/étalement, l'intérêt des villes moyennes en archipel et en réseaux, en termes de proximités, d'énergie, de contact avec la nature. Elles peuvent aussi jouer un rôle important pour optimiser l'urbanisation et lors des canicules (les îlots de chaleur se développent surtout dans les centres).

En IdF la direction décentralisée de l'État concluait à la nécessité de tout faire pour renforcer l'émergence d'une dizaine de bassins de vie franciliens, en améliorant leurs aménités, leurs services publics, leurs transports. La seule et rare conférence de consensus menée auprès des franciliens concluait à la nécessité de faire des villes moyennes autour de Paris. Les franciliens vont à Paris par défaut, lorsqu'ils ne trouvent pas à proximité l'équipement culturel ou de loisir qu'ils recherchent. Q

Le rôle de l'aménagement est d'anticiper les peuplements humains dans un contexte d'avenir incertain. Il serait temps qu'il se libère des oukazes désormais fragilisés des économistes. Faute de cela les luttes urbaines pour la préservation de l'environnement resteront vouées à l'échec, et le modèle de la transition avec du maraîchage et de la permaculture autour des villes une simple utopie.

Jean-Louis Zentelin est maître de conférences à l'université Evry-Val d'Essonne

Centre Pierre Naville